

est des paiements, les dispositions prévues dans le nouvel accord touchant le remboursement final du prêt ont été jugées mutuellement satisfaisantes par les gouvernements du Royaume-Uni et du Canada.

M. Macdonnell: J'ai quelques observations d'ordre général à formuler mais je me propose d'attendre la motion tendant à la deuxième lecture, me contentant pour le moment de poser quelques questions au ministre. Je commence par une remarque de portée générale. Quand on se reporte à 1942 et au rajustement de 1946, on ne peut que songer à la situation qui existait alors et au fardeau presque incroyable que supportait la Grande-Bretagne en 1942 et que, heureusement, nous lui avons beaucoup aidé à supporter. Quand on songe aux années d'après-guerre, on constate que les Britanniques ont traversé une période passablement sombre. Ils ont lutté, avec un courage qu'on ne saurait décrire par des mots, pour payer leurs dettes, rétablir leur crédit et, en fin de compte, pour retrouver dans la paix la puissance dont ils avaient fait preuve pendant la guerre.

Voici quelques questions que je désire poser au ministre. Tout d'abord, je veux savoir quel montant global le Royaume-Uni nous verse actuellement par année, à l'égard non seulement du prêt dont il s'agit ici mais aussi des autres prêts. Je voudrais savoir également où nous en sommes quant aux autres avances, de plusieurs centaines de millions de dollars, que nous avons consenties à d'autres pays. J'aimerais également savoir quel montant l'Angleterre verse d'année en année aux États-Unis. Je sais fort bien que le ministre ne peut pas fournir ces données au pied levé, mais j'espère qu'il aura l'amabilité de me les transmettre. Il pourrait peut-être les obtenir de son personnel avant le stade de la deuxième lecture, car j'aimerais qu'ils soient aussi consignés au hansard.

J'ai une autre question à poser au ministre relativement à cette question extrêmement importante de la convertibilité. Je crois que les dernières discussions au sein du Commonwealth ont eu lieu en décembre ou en janvier dernier, en tout cas il y a à peu près exactement un an, et que bientôt on entendra d'autres en Australie. Voici la question que j'aimerais poser au ministre. Les montants en cause ne sont pas très considérables, mais je me demande si au cours des discussions relatives à la convertibilité et à la situation dans laquelle se trouve la livre anglaise, on a songé à l'opportunité de permettre à l'Angleterre de remettre à plus tard certains versements qui nous sont dus, de façon à accroître du même montant le chiffre de son pouvoir d'achat immédiat.

Nous voudrions tous, par quelque procédé magique, relever immédiatement le pouvoir d'achat de l'Angleterre. Le ministre nous dirait-il si cette question est venue sur le tapis? Estime-t-il plutôt que l'Angleterre a adopté l'attitude suivante: pour s'assurer une position financière solide,—somme toute, c'est là le fondement même sur lequel repose le succès de toute mesure tendant à la convertibilité,—le pays estime qu'il lui faut aller de l'avant, payer ses dettes et ne demander aucune extension de crédits? J'espère ne pas avoir posé trop de questions et que le ministre pourra les conserver toutes présentes à l'esprit sans trop de difficulté.

L'hon. M. Abbott: Je répondrai en premier lieu à la dernière partie de la question de mon honorable ami. Au cours des discussions qui ont eu lieu, à l'occasion, ces deux ou trois dernières années, relativement à la situation financière de la zone sterling, à la convertibilité, etc., il n'a pas été question des obligations du Royaume-Uni sous le régime de ce prêt sans intérêt et sous le régime des accords relatifs à un prêt beaucoup plus considérable consenti après la guerre. Au cours de ces discussions, jamais on n'a donné à entendre que le gouvernement du Royaume-Uni n'avait pas l'intention d'honorer ses obligations, et cela quant à la lettre et quant à l'esprit.

J'obtiendrai les chiffres que m'a demandés mon honorable ami et je les lui transmettrai quand nous nous serons formés en comité pour l'étude de la mesure, avant la deuxième lecture. Il s'en souviendra, le prêt consenti au Royaume-Uni après la guerre s'est élevé à environ 1,375 millions. Jusqu'ici, les paiements relatifs à l'emprunt ont été effectués conformément aux conditions du prêt; il en va de même en ce qui concerne le prêt plus important consenti au même moment par les États-Unis.

Tous ceux qui ont obtenu des prêts de nous depuis la guerre ont effectué les paiements convenus. Tous les paiements ont été effectués à l'échéance, à l'exception des prêts consentis à la Tchécoslovaquie et à la Chine nationaliste. Je pense que les autres questions que l'honorable député a posées intéressent des détails sur lesquels je pourrai lui fournir des renseignements à l'étape de la deuxième lecture.

M. Macdonnell: Puis-je poser une autre question? Je ne sais si le ministre jugera ma question opportune; sinon, je suis certain qu'il pourra y répondre sans révéler des renseignements qui pourraient l'embarrasser.

D'après l'expression qu'il a eue au cours des nombreuses conférences auxquelles il a participé, le ministre croit-il que les Britanniques